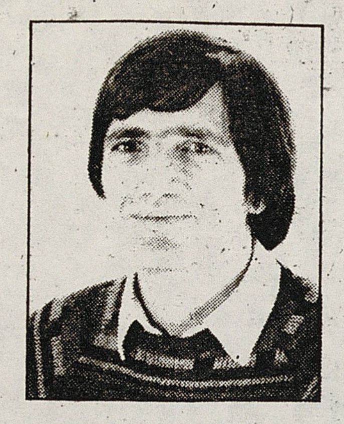
ÉLECTION DES DÉPUTÉS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE 16 MARS 1986



LISTE DU 

MOUVEMENT POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS

AIN

Jean-Bernard Duchemin

(34 ans, enseignant)

QUI SOMMES-NOUS ?

Jean-Bernard DUCHEMIN, 34 ans, enseignant
Maurice GUERRY, 49 ans, agent de conduite SNCF
Catherine PLUNET-BOUVARD, 23 ans, mère de famille au chômage
Georges GAIFFE, 69 ans, ouvrier retraité
Philippe LERDA, 28 ans, dessinateur
Gilbert DELEGLISE, 33 ans, instituteur

Jean-Bernard DUCHEMIN, enseignant :

« Les projets de Chevènement et Carraz qui suppriment les CAP, continuent l'œuvre désastreuse de Giscard et Haby. On parle de 80 % de bacheliers ; on trompe l'opinion, on trompe les professeurs, les parents, les élèves. »

« L'école publique, dans le cadre de la décentralisation, est soumise aux groupes de pression et notables locaux : 3 ans après 1981, on a assisté à Simandre-sur-Suran à une liquidation partielle de l'école laïque : les enfants de moins de 9 ans doivent aller à l'école privée Saint-Charles sur décision du maire, en vertu de la loi de décentralisation votée par les députés PS et PCF. »

Maurice GUERRY, cheminot, agent de conduite : *« 5 000 suppressions d'emploi en 1984, 25 000 suppressions d'ici à 1989 à la SNCF. Qui l'a décidé ? Un ministre du PCF d'abord, Charles Fiterman, puis son successeur du PS, Paul Quilès. Ils n'ont fait qu'appliquer les plans élaborés sous Giscard. Le 1er octobre dernier, j'étais en grève générale comme tous les roulants SNCF du pays. Le gouvernement qui prétendait nous rendre responsables des accidents de l'été a dû reculer. L'action dans l'unité des travailleurs et des organisations, c'est l'efficacité. »*

Nous appartenons à cette immense majorité de 1981 qui rejette les partis de droite qui ont toujours fait et feront la politique des patrons, et ne se reconnaît plus dans les partis de « gauche » qui, une fois portés au pouvoir, n'ont pas mené une autre politique que la droite.

OÙ EN SOMMES-NOUS DANS NOTRE DÉPARTEMENT 5 ANS APRÈS 1981 ?

— Les usines ferment ou suppriment des emplois (Technor, Le Tanneur).
— Les coupures d'électricité pour non-paiement ont doublé en 5 ans.
— On remplace des personnels qualifiés, bénéficiant d'un statut, d'une garantie d'emploi, par des TUC, jeunes chômeurs payés bien au-dessous du SMIC (20 au lycée Carriat, 7 au lycée Lalande à Bourg, 30 à la mairie de Bourg).
— Pour la paysannerie, c'est la politique des années 60 qui a été poursuivie : disparition des petites exploitations. A Servas, on importe du lait pour la fabrication du fromage alors que les paysans de la région doivent abattre une partie de leur bétail en raison des quotas laitiers.

Chacun le constate : ce n'est pas avec cette politique de droite que l'on peut battre la droite.

Voter pour la liste MPPT, c'est voter pour qu'ensemble nous fassions prévaloir les solutions de la démocratie et du mouvement ouvrier.

VOTEZ POUR LA LISTE MPPT CONDUITE PAR JEAN-BERNARD DUCHEMIN

ATTENTION : ceci n'est pas un bulletin de vote. Les bulletins de vote vous seront remis au bureau de vote.

Imp. PIE

Vu les candidats.



LISTE DU MOUVEMENT POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS

ELUS en 1981 contre le pouvoir antisocial et antidémocratique des capitalistes, les députés PS et PCF ont violé le mandat majoritaire que vous leur avez confié. La droite talonnée par l'extrême-droite peut se permettre aujourd'hui de prétendre reprendre le pouvoir.

Trois millions de chômeurs : leur nombre a doublé depuis 1981. Baisse du pouvoir d'achat des travailleurs salariés. Baisse des revenus des petits agriculteurs. Règlements judiciaires, mises en liquidation qui frappent en cascade les artisans et les petits commerçants, victimes indirectes des restructurations et des redéploiements.

Voilà le triste bilan de la politique d'austérité qui, au nom d'un « socialisme » de pacotille, a été imposée au pays en 1982 par Jacques Delors et le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman.

Les dirigeants du PCF qui, pour des raisons d'alignement international, ont quitté en juillet 1984 le gouvernement, ne disent pas davantage la vérité : ils veulent aujourd'hui, en conduisant une politique de division, faire oublier qu'ils ont soutenu et cautionné les plans d'austérité, comme ministres et députés, au même titre que les dirigeants du PS.

Nous, militants de toutes origines du mouvement ouvrier et démocratique, syndicalistes, jeunes, avons décidé de vous appeler à reconstituer **une nouvelle représentation populaire et ouvrière, un authentique parti ouvrier indépendant, un rassemblement démocratique des travailleurs,** en constituant le **Mouvement pour un parti des travailleurs.** C'est pourquoi nous présentons à vos suffrages des listes de notre Mouvement dans toute la France.

DEFENDRE LES ACQUIS SOCIAUX

Le MPPT et ses candidats s'engagent à lutter contre la remise en cause des acquis sociaux en matière de durée du travail, de repos hebdomadaire, de congés, contre le démantèlement du Code du travail, contre la flexibilité réclamée par le CNPF, contre les TUC et pour un véritable emploi pour les jeunes. Nous vous disons : **n'attendez quelque chose de valable que de vous-mêmes et de l'unité** : les intérêts des capitalistes et les vôtres sont diamétralement opposés.

Le MPPT défendra la Sécurité sociale, les régimes de retraites, ainsi que les mutuelles. Le MPPT exige l'abrogation des lois antilaïques et de toutes les mesures prises par Savary-Chevènement qui livrent l'école publique de plus en plus démantelée aux groupes de pression les plus divers, qu'ils soient politiques ou religieux.

Le MPPT dénonce la politique de baisse des revenus agricoles, l'institution des quotas laitiers et toutes les mesures contre les petits et moyens paysans, décidées à Bruxelles par tous les gouvernements du Marché commun, qui, alors qu'il serait possible de construire une véritable Europe, s'attaquent à la paysannerie, à la sidérurgie, aux mines, au textile... Le MPPT exige la garantie d'un revenu décent pour tous les paysans, tous les travailleurs.

Le MPPT dénonce la décentralisation et les atteintes portées au statut de la fonction publique, qui remettent en cause à la fois les droits et garanties des fonctionnaires et l'égalité des citoyens devant le service public.

Le MPPT revendique le respect et l'égalité des droits pour les travailleurs immigrés qui, comme les travailleurs français, supportent les mêmes méfaits de la crise capitaliste.

POUR LA DEMOCRATIE

Malgré les artifices trompeurs des indices manipulés, la majorité d'aujourd'hui et celle d'hier, soucieuses de cohabiter, n'en finissent pas de louer les vertus de la rigueur. Mitterrand, qui dénonçait naguère la Constitution gaulliste, l'utilise depuis 1981, avec ses institutions antidémocratiques taillées sur mesure, contre les intérêts populaires. Le pays, avec ces institutions antidémocratiques, s'enfonce dans la crise politique.

Le MPPT et ses candidats s'engagent à lutter pour une véritable démocratie, barrage à toutes les aventures totalitaires. Ils dénoncent en particulier toutes les tentatives d'aliéner l'indépendance des organisations syndicales ; le fonctionnement de la démocratie, **dont le contenu sera défini par le peuple souverain,** nécessite une séparation des pouvoirs. Quelle que soit la forme de l'Etat, l'indépendance réciproque des partis politiques et des syndicats est la condition fondamentale de toute avancée réelle vers le socialisme.

Alors, vous qui voulez que les choses changent, vous avez les moyens, par votre unité, d'affirmer votre volonté de faire respecter vous-mêmes le mandat du peuple.

VOTEZ, FAITES VOTER POUR LES CANDIDATS DU MPPT

La campagne électorale du MPPT a été financée intégralement par la seule contribution militante et la diffusion de son hebdomadaire *Informations ouvrières*.

MPPT, 35, boulevard de Strasbourg 75010 Paris Tél. : (1) 48 24 07 57